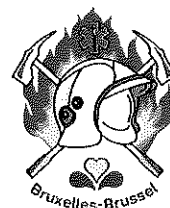


Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente
de la Région de Bruxelles-Capitale



MINISTERE FEDERATION

Boulevard du Jardin Botanique, 20-22

1000

BRUXELLES

Bruxelles, 02-05-19

Vos réf. : Votre demande du 04-03-2019

Nos réf. : T.1997.1618/9/BS/vh

A rappeler s.v.p.

Personne à contacter: I. FETTOUH

Adresse: Avenue de la Métrologie, 2
1130 Bruxelles

Madame, Monsieur,

Concerne : Demande de permis d'urbanisme

Rénovation d'un immeuble pour l'aménagement d'une école secondaire.

Composition du dossier

Maître de l'ouvrage: Ministere Federation
Boulevard du Jardin Botanique, 20-22
1000 Bruxelles (0498/29370.95)

Architecte: Lobet Sarah
Rue de Labliau, 29
7850 Enghien (0498/29370.95)

Annexes: 9 plans datés du 01/03/2019 paraphés et cachetés par le SIAMU le 04/03/2019

Description

Rénovation complète d'un ancien bâtiment de bureaux (-1, R+2) en vue de l'aménager une école secondaire d'une capacité totale de 600 élèves. L'immeuble se développe autour d'un patio central et est accessible par les services de secours par l'avenue de la Métrologie. Les niveaux de l'établissement sont desservis par trois cages d'escaliers dont une extérieure.

Répartition des niveaux :

- Sous-sol : une cuisines et locaux connexes, un réfectoire, une salle de gym, un stockages, des vestiaires et sanitaires, des archives et locaux techniques
- Rez-de-chaussée : des bureaux, 4 classes, 2 salles informatiques, 1 espace polyvalent, des sanitaires

- 1^{er} étage : 10 classes, 2 laboratoires, 1 local pour éducateurs, des sanitaires et archives
- 2^e étage : 10 classes, 1 laboratoire, 1 atelier, 1 local pour éducateurs, des sanitaires et archives

Antécédents

Néant concernant ce projet

Réglementation générale

L'immeuble ayant une hauteur conventionnelle inférieure à 10 m ($h < 10$ m), il doit tendre à répondre aux spécifications techniques reprises dans l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 (modifié par l'Arrêté Royal du 7 décembre 2016) – Annexes 1, 2/1, 5/1 et 7 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire.

Règlement Général pour la Protection du Travail et le Code sur le Bien-être au Travail

NBN S 21-204 concernant la protection contre l'incendie dans les bâtiments scolaires - Conditions générales et réaction au feu.

Mesures de prévention contre l'incendie déjà prises

Conformément aux plans et à la fiche des mesures de prévention incendie déjà prises :

- Compartimentage des locaux suivants (parois EI 60+ portes d'accès coupe-feu EI₁30) :
 - Cages d'escaliers
 - Ascenseurs (sas à superficie nulle)
 - Cuisines
 - Salle de gymnastique
 - Réfectoire
 - Locaux techniques
 - Locaux compteurs
 - Gaines techniques
 - Locaux poubelles (via sas : 2 x EI₁30)
- Dévidoirs à chaque niveau
- Des exutoires de fumées au sommet des cages d'escaliers
- Détection incendie généralisée

Avis du Service d'Incendie

L'examen des plans soumis à l'attention du Service d'Incendie donne lieu aux remarques suivantes:

Les éléments notés R, E, I, ou EI dans le présent rapport doivent être conformes à la NBN EN 13501, ou aux dispositions reprises à l'article 1 de l'arrêté royal du 13 juin 2007 - Normes de Base, ou correspondre aux mesures transitoires énoncées dans la modification de cet arrêté royal datant du 12.07.2012 (art. 25).

1. Les dispositions de sécurité reprises aux plans et décrites ci-avant doivent être respectées.
2. Toutes les portes coupe-feu doivent être sollicitées à la fermeture.
3. Les éléments structuraux doivent présenter R 120 au niveau du sous-sol et R 60 aux niveaux hors-sol.

4. Les planchers finis doivent présenter REI 60.
5. La cage d'escalier secondaire (celle de droite) doit être directement reliée à la sortie du bâtiment par un chemin d'évacuation dont les parois présentent EI 30 . Toutes les baies de communication entre le chemin d'évacuation et le reste du bâtiment doivent être coupe-feu EI₁30.
6. Concernant la cage d'escalier secondaire (celle de droite) : l'escalier desservant le sous-sol doit être séparé au niveau du rez-de-chaussée de celui desservant les étages par des parois présentant EI 60 et une porte de communication de classe EI₁ 30 à fermeture automatique.
7. Au sous-sol, l'accès à la cage d'escalier secondaire doit être fermée par une porte coupe-feu EI₁30.
8. Toutes les baies de communication entre les cages d'escalier, chemins d'évacuation de l'immeuble d'une part et les autres parties du bâtiment d'autre part doivent être fermées par des portes coupe-feu de classe EI₁ 30 (locaux rangements, accès sanitaire, etc. compris).
9. Les parois des locaux archives (plancher et plafond compris) doivent présenter EI 60.

Les baies de communication entre les locaux archives et le reste du bâtiment doivent être fermées par des portes coupe-feu EI₁30.

10. L'immeuble (et l'escalier extérieur) doivent être équipés d'un éclairage de sécurité conformément au § 6.5.4 de l'annexe 2/1 ou 3/1 ou 4/1 de l'Arrêté Royal du 07 décembre 2016 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion.
11. Les sorties et issues de secours doivent être indiquées par des pictogrammes réglementaires (Code du Bien Etre au Travail – dispositions relatives à la signalisation de sécurité et de santé au travail du titre 6-Livre III) ; ces pictogrammes doivent être visibles de n'importe quel endroit de l'établissement et éclairés par l'éclairage normal et par l'éclairage de sécurité.
12. Le numéro d'ordre de chaque niveau est apposé de façon apparente sur les paliers et dans les dégagements des cages d'escaliers et des ascenseurs.
13. Les exutoires de fumées prévus au sommet des cages d'escalier doivent être équipées d'un dispositif d'ouverture et de fermeture dont la commande est manuelle et placée bien visible au niveau d'évacuation.
14. Le local « compteurs gaz » doit être ventilé en permanence, directement vers l'extérieur, en partie haute, avec un orifice de min 150 cm² (min 0.2% de la surface au sol du local).
Dans le cas où la somme des débits de gaz des compteurs dépasse 40 m³/h, il y a lieu de prévoir une ventilation haute et basse

L'accès au local doit être garanti en tout temps pour tous les occupants de l'immeuble et pour les services de secours.

15. Dans la cuisine collective :

- Les revêtements des parois des cuisines doivent être en matériaux lisses et imperméables et doivent au moins présenter les caractéristiques suivantes selon les définitions reprises dans l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 –Normes de Base modifiées :
Pour le sol : classe B_{FF}-s2
Pour les parois verticales : classe A2-s3, d2
Pour les plafonds : classe A2-s3, d0

- Les hottes doivent être fabriquées en matériaux de classe A1 suivant les définitions de l'annexe 1 de l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 – Normes de Base modifiées. Le conduit ou la cheminée d'évacuation doivent être isolés de toute partie combustible de la construction.
- La hotte et son conduit d'évacuation doivent être entretenus et ramonés régulièrement par un agent qualifié.
- Il y a lieu de placer un extincteur portatif à 5 kg de CO₂.
- Une couverture anti-feu doit être suspendue à un endroit bien visible et facilement accessible. Elle doit disposer du marquage BS EN 1869 certified. Elle doit pouvoir servir à l'extinction d'un feu d'huile de cuisine.

16. Les installations de chauffage doivent répondre à la réglementation en vigueur :
Si la puissance calorifique nominale de la chaudière est supérieure à 70 kW , il y'a lieu de se référer à la norme NBN B 61-001.

Les parois de la chaufferie doivent présenter EI 120. Toutes les baies de communication entre la chaufferie et le reste du bâtiment doivent être coupe-feu EI₁60.

17. Le local de transformation de l'électricité doit répondre aux prescriptions du §5.1.3 l'Arrêté Royal du 12 juillet 2012 (modifié par l'Arrêté Royal du 7 décembre 2016) –Annexes 2/1 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire.
18. L'établissement (sous-sol compris) doit être équipé de robinets d'incendie armés conformes à la NBN EN671-1, partie 1: robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides.
Leur nombre est déterminé de la manière suivante:
- Min 1 si la superficie du compartiment >500 m²
 - Le jet de la lance atteint chaque point du compartiment
- Ces dévidoirs doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par un contrôle et un entretien tous les ans.
19. Il y a lieu d'installer un système d'alerte et d'alarme dans l'établissement comportant au minimum un bouton-poussoir par niveau à proximité des cages d'escalier ou de chaque sortie.
20. Des plans d'évacuation conformes au Code sur le Bien-être au Travail Livre III, titre 3 relatif à la prévention de l'incendie sur les lieux de travail, doivent être affichés à l'entrée du bâtiment et par niveau .
21. Les consignes à suivre en cas d'incendie par le personnel, les professeurs et les élèves doivent être rédigées et affichées visiblement aux endroits fréquentés.
22. Il y a lieu de placer des extincteurs portatifs à eau de 6 litres de type AB dans l'établissement , à raison d'au minimum un appareil à proximité de chaque cage d'escalier et par niveau et min un par tranche de 150 m² régulièrement répartis.

Ces extincteurs doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par un contrôle et un entretien annuels.

23. Les installations techniques (électricité, gaz, chaudières, exutoire, ascenseurs, HT, etc.) doivent respecter les reglementations en vigueur.

Conclusion finale

Ce rapport est un avis favorable à condition de respecter les points ci-dessus.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

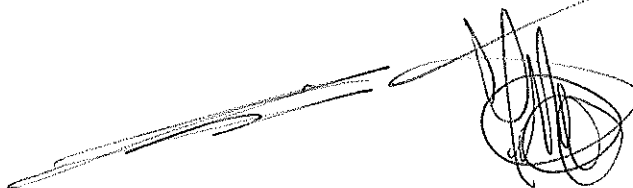
L'Officier-chef de service,

L'Officier,

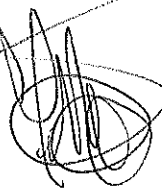
L'Attachée de prévention



Col. Ing. T. du BUS de WARNAFFE



Col ir. A. SIMONART



Arch. I. FETTOUH